

Atelier de préparation du projet d'établissement de Sorbonne Université pour la période 2019-23

« Formation et vie des campus »

Compte-rendu

Ecrit par Valentin

Le 19/01/2018, de 14h10 à 16h15, en amphi C (campus Pitié)

Etaient présent·e·s une soixantaine de personnes (à vue d'œil), parmi lesquelles 6 étudiant·e·s (4 AGEP, 2 Solidaires Etudiant·e·s Jussieu). Pour « présider » l'atelier, Laurent Buisson, vice-président « partenariats économiques » (ou quelque chose comme ça) ; animateur·ice·s : une femme travaillant à l'orientation et l'insertion professionnelle (sciences), une femme travaillant en LEA (lettres), une élue AGEPS du conseil de fac de médecine, et Dylan Mermoud, élu AGEP membre du bureau de Sorbonne U.

1. Introduction

Je m'y suis rendu avec Tamara sans trop savoir vers quoi on s'engageait.

Buffet à l'entrée de l'amphi, ça fait toujours plaisir avant de discuter entre gens sérieux de l'avenir de l'université.

En introduction, Mr Buisson rappelle que c'est la **première fois que la définition du projet d'établissement** (obligatoire tous les 5 ans) **coïncide avec l'année d'une fusion**. Les autres universités de la même vague (comprendre : même année) devaient rendre le leur en septembre, SU a négocié pour rendre le sien en Avril.

Le calendrier de travail pour ce projet d'établissement est en annexe. Les ateliers de cette semaine servent à mettre en évidence les problèmes, idées et projets auxquels le projet d'établissement peut répondre. D'autres en février définiront les priorités parmi les points évoqués. Mr Buisson se félicite que « *la diversité de Sorbonne Université* » soit présente (pas vu beaucoup de NSU/SH/SPESR, ni beaucoup d'étudiant·e·s, mais bon). On entend dans les haut-parleurs le son de l'amphi d'à côté : SU, cette université high-tech.

2. Orientation et choix des étudiants

Jean-Marie Chesneau (Ensembles/CFDT) prend la parole pour dire son attachement à la **diversité sociale au sein de Sorbonne U**, et souligne que la loi qui est en train d'être appliquée peut la mettre en danger. Il propose d'inscrire clairement cette diversité dans le projet d'établissement, et évoque les problèmes de moyen liés.

Faut-il créer des **voies d'accès spéciales** pour les lycéen·ne·s issu·e·s de milieux défavorisés, comme ça se fait à Science Po ?

Antoine Boulanger (Sorbonne Humaine) alerte très clairement sur **les dangers de la loi Vidal**, sur les questions de **sélection**, de **moyens**, et sur **l'hypocrisie du texte et de sa mise en œuvre**. Il demande à ce que soient posées ici les questions des attendus et des capacités d'accueil à SU. Réponse de l'animatrice : « La CFVU travaille actuellement dessus », point. Je me permets d'insister, en demandant si l'on souhaite vraiment laisser des questions aussi importantes se régler en petit comité, dans un conseil de 36 personnes élues, et en rester là sans se poser plus de questions. Pas de réponse.

On embraye sur les questions de formation continue. Ça parle « *formation tout au long de la vie* », un prof constate que les étudiant·e·s en formation initiale (financée par les dotations de l'Etat) viennent chercher des diplômes, tandis que ceux en formation continue (financée par les entreprises) viennent plutôt chercher des certifications, des apports à ce qu'ils ont déjà. Certain·e·s espèrent que le décloisonnement formation initiale/formation continue permettra de **changer la vision des étudiant·e·s** : « pas besoin de décrocher le meilleur master à tout prix, de toute façon ils seront amené·e·s à changer de voie et à se reformer plusieurs fois au cours de leur vie professionnelle ».

La question de l'**aide** et de la **prise en charge** des **étudiant·e·s en L1** est posée : à peine sorti·e·s du lycée, les cours à la fac peuvent être déroutants pour elleux. Il est rappelé que pour les universités, « *aujourd'hui, l'objectif c'est de briller, de concurrencer* », et que les étudiant·e·s en L1 doivent « *prendre le train en marche* ». *Ce n'est donc pas à l'université de s'adapter aux étudiant·e·s, mais à elleux de s'adapter à l'université.*

3. Poursuite de la transformation de la licence

Ça parle difficulté d'ouvrir des formations (lourdeurs administratives entre autres). Quelqu'un·e fait remarquer que les projets quinquennaux ne bloquent pas tout pendant cinq ans, l'université reste assez libre et peut (entre autres) ouvrir des formations entre temps sans les avoir déclaré dans son projet.

Un prof fait remarquer qu'il faut réfléchir aux **partenariats internationaux** dès la conception des maquettes. En effet, certaines transformations peuvent rendre impossible les échanges (au niveau des calendriers entre autres).

La question de la **cohérence** entre le système **majeure-mineure en licence** et les **masters** est posée. « *Les majeurs-mineurs sont en danger si les étudiant·e·s se rendent compte que ce n'est pas la bonne façon de rentrer en master* ». Attention notamment aux « *majeures-mineures « pour le fun* » » qui ne déboucheraient sur rien. *Faudrait quand même pas étudier une discipline pour le plaisir, hein.*

Un ancien projet du système majeur-mineure est remis sur la table : proposer aux étudiant·e·s une **4^{ème} année de licence** leur permettant d'acquérir un **diplôme en plus dans leur discipline mineure**.

La situation des **étudiant·e·s salarié·e·s** est évoqué : « *il peut s'agir d'étudiants excellents, mais leur emploi ne leur permet pas de faire une double majeure* » (un parcours d'excellence délivrant deux diplômes de licence). La licence en 4 ans leur permettrait peut-être de mieux adapter leurs études à leur situation. On commence donc à parler **individualisation des parcours**.

Sertac Tas (vice-président étudiant de SU, AGEP) affirme que certaines de ces contraintes peuvent être dépassées grâce aux **outils numériques**, notamment en **filmant les cours** (« *un étudiant qui bosse jusqu'à 4h du matin n'est donc pas obligé de se lever à 8h pour assister à son cours, mais peut le*

rattraper plus tard dans la journée, la semaine ou le mois »), ce qui se fait en fac de médecine. Il est rappelé que ce genre de dispositifs à tendance à créer un isolement et une désocialisation importante des étudiant·e·s, et ne doit donc pas être appliqué sans faire attention. Chuchotements de mon côté : « ça pourrait libérer des places en amphi ... ». Bah voyons.

4. Appui à la formation et innovation pédagogique

La question du **temps en présentiel des étudiant·e·s** est posée par Jean-Marie Chesneau, il faudrait probablement envisager de le **réduire** pour permettre de mieux accompagner les étudiant·e·s qui en ont besoin ; par ailleurs, réduire le temps en présentiel ne signifie pas réduire le travail, en grande partie effectué en autonomie.

La création de postes « d'ingénieurs pédagogiques » est proposée.

5. Suivi des étudiants et insertion professionnelle

Sertac Tas (qui précise : « *Demain j'ai un partiel, mais je suis là* ») propose de **valoriser davantage l'engagement étudiant**, notamment dans le cadre des diplômés (*en le notant, donc, sinon, les étudiant·e·s ...*).

Une prof de la fac de lettres fait remarquer que les étudiant·e·s, en sortant de l'université, n'ont souvent **aucune expérience professionnelle**, et qu'il pourrait donc être bon de proposer **plus de stages**, éventuellement intégrés dans les cursus. Apparemment c'est déjà possible depuis peu, en tout cas côté sciences.

Il est proposé de créer des **postes dédiés à l'aide à la recherche du premier emploi** pour les étudiant·e·s fraîchement diplômé·e·s. Il est aussi proposé de **visiter des entreprises** (dans le cadre de l'UE d'OIP ?). *Clairement, la fac, ça sert à avoir un emploi.*

On reconnaît que les **compétences** que développent les étudiant·e·s au cours de leur formation ne sont **pas seulement disciplinaires** (exemple : travail en groupe). On note aussi que l'aide à l'orientation se fait aussi entre étudiant·e·s.

Un projet de **monitorat étudiant** est aussi évoqué, sur le modèle de ce qui se fait actuellement en sciences.

6. Vie étudiante

Tamara évoque la question du **bâtiment aux associations**, qui pour l'instant (sauf exception) ne disposent pas de locaux sur Jussieu. David Izidore (VP vie étudiante à l'UPMC, vice-doyen à la fac de science), à deux rangs de nous, hoche la tête.

L'élue étudiante de médecine pose la question des **restaurants universitaires**, et notamment en médecine où certains sites (Saint Antoine entre autres) n'en disposent pas, ou n'ont que très peu de choix.

Patrick Larguier (directeur du service des sports en fac de lettres) demande : « **Aura-t-on le courage politique d'accorder du temps à la vie associative et à l'oisiveté éclairée ?** », reprenant l'idée de réduire le temps de cours présentiels. Il pose aussi la question de la place du sport à l'université, et affirme que « *Sorbonne Université, en 5 ans, ne doit pas être seulement une addition de forces* ».

Sertac Tas rappelle que « *on n'a pas cette culture de la paraformation* » en France ; il évoque les problèmes du **temps** et des **espaces dédiés à la vie étudiante**, trop peu nombreux, et des **emplois étudiants** qui sont à développer, à la fois pour favoriser la vie de campus, et pour aider les étudiant·e·s ayant besoin de se salarier pour subvenir à leurs besoins. Il affirme également que la vie étudiante sur le campus, ce n'est **pas seulement y être de 8h à 18h pour étudier**.

Jean-Marie Chesneau revient sur l'idée de valoriser l'engagement étudiant, et prévient : pourquoi pas dans certains cas, mais **ça ne peut pas être généralisable**. Et puis « ce serait invivable si les 15000 étudiant·e·s de Jussieu étaient présent·e·s sur le campus chaque jour, toute la journée ».

Un prof souligne qu'en matière de **restauration**, les étudiant·e·s émettent de nouvelles demandes, en matière de **circuits courts** par exemple, et que des initiatives se montent peu à peu.

Un autre prof revient à nouveau sur **l'engagement étudiant** : il ne faut pas que ça serve à **compenser des UE disciplinaires**, hein. Et puis **d'ailleurs, la compensation ... bon ... on s'en passerait bien**.

Et là, sorti de nulle part, « Venez on fait des logements étudiants et on les gère à la place du CROUS ?! » : Mr Buisson souligne que l'UPMC possède des réserves foncières à Jussieu et ailleurs dans Paris, et a donc la **possibilité de construire**. Ces constructions pourraient être des **logements étudiants**, et l'université pourrait ne pas les faire gérer par le CROUS. Par ailleurs, « *le schéma directeur de Jussieu prévoit des espaces de vie de campus rue Cuvier [côté bâtiment F] : il ne s'agirait pas de locaux d'enseignement ni de labos, mais éventuellement de logements, d'installations sportives ... ou de locaux associatifs* ».

Un prof fait remarquer qu'en matière de locaux associatifs, des asso comme l'AEIP6 (« *qui d'ailleurs va peut-être devoir changer de nom !* ») sont demandeuses d'être à proximité de leur secteur (l'informatique, donc tours 14-15 entre autres).

Jean-Marie Chesneau fait remarquer que « *faire construire des logements étudiants par l'université, c'est écopper la mer avec une petite cuiller* ». La demande est telle que ça ne résoudra pas grand-chose ; le problème en fait dans Paris n'est même **pas une question de moyens, mais de foncier**. Dans le futur bâtiment rue Cuvier, il verrait plutôt des « **services** » pour tous les étudiant·e·s, « *mais il faudrait un peu de place pour les asso* ».

On remarque que **les campus sont installés dans des quartiers**, et qu'on peut donc porter deux visions : des « villes dans la ville », ou des campus « ouverts sur leur environnement ».

Un prof dit que les enseignant·e·s auraient besoin d'un volume horaire pour la formation continue.

Une prof d'anglais revient sur les problèmes posés par **Parcoursup** et la réforme : **le « oui si » ne sera que cosmétique**, il n'y aura **pas de remise à niveau proposée** et il ne sera **pas possible de proposer une 4^{ème} année**, puisque quasiment aucun budget n'a été accordé, aucun enseignant n'a été embauché. Cette année, il s'agira donc **massivement de réponses « oui »**, et **les autres seront « en attente »** (remarque d'une autre prof : mettre en attente n'est pas une option à la disposition des facs, c'est fait automatiquement par l'algorithme quand les capacités d'accueil sont dépassées par les « oui »). Sauf que ceux en attente n'auront pas forcément les prérequis, mais pourront peut-être entrer quand même à la faveur des désistements des meilleur·e·s bachelier·e·s (qui auront des « oui » partout). Et pour ces étudiant·e·s en difficulté, rien ne sera fait. Encore. Et que dire de la **saturation des filières**, qui vont à nouveau être archipleines ? Comment gère-t-on les **réorientations internes en janvier**, avec des étudiant·e·s qui souhaitent changer de filières, s'il ne reste de place nulle part, si les marges de manœuvre sont nulles ?

Apparemment, en UFR d'études arabes et hébraïques, il y a déjà une remise à niveau proposée.

Les deux problèmes principaux semblent être les **délais trop courts** et le **manque de place dans les locaux** (amphis déjà remplis).

Sertac Tas demande (sérieusement) pourquoi les autres UFR ne proposent pas, comme celui d'études arabes et hébraïques, un parcours de remise à niveau. Il prétend que la question des financements n'est pas centrale (entre autres parce que le gouvernement a promis des financements), et défend la ligne de la FAGE (et du gouvernement) : « il faut plus d'information au lycée, il faut une meilleure orientation ».

Une prof en fac de lettres prend la parole : « *Bon, aller, on va le dire ... **des TD à 50, ça n'a pas de sens** », « **la question des moyens, elle existe** » et « **le gouvernement accorde des moyens en plus aux universités qui augmentent leurs capacités d'accueil, à Sorbonne Université c'est juste pas possible** ».*

7. Vie des campus

Est proposée la création d'un **pass culture et sport** pour les étudiant·e·s (voir les personnels), donnant accès à des réductions dans des cinémas/musées/installations sportives parisiennes.

Patrick Larguier : « on a une chance incroyable que deux universités avec des équipements sportifs aient fusionné » ; il rappelle que **le sport à SU est gratuit** (seule université à Paris qui le permet), mais que sur 50.000 étudiant·e·s, seuls 7000 en font régulièrement, et que c'est donc à développer.

Tamara revient sur la question de la place des campus dans leur quartier : avoir un campus ouvert sur le quartier, ça peut aussi vouloir dire **ouvrir le campus au quartier**, notamment en termes de vie culturelle.

Pour l'un des profs, « *l'objectif c'est la formation du goût des étudiants* », rien que ça.

On note le **besoin d'un lieu dédié à l'action culturelle**, avec équipement, à disposition des étudiant·e·s (éventuellement dans le futur bâtiment F ?)

8. Formation dans le numérique

Un travail sur les **humanités numériques** est nécessaire et concerne aujourd'hui tout le monde. On ne peut pas se permettre de laisser ça uniquement aux mathématiciens et informaticiens. Il est proposé d'intégrer les questions d'humanités numériques à toutes les formations.

9. Apprendre à entreprendre

(Note : il faudrait déjà entreprendre d'apprendre ...)

La question de la place des **étudiant·e·s qui montent leur entreprise** est posée ; ils ont des besoins spécifiques, notamment en termes d'emploi du temps.

Il faut « *passer d'une **culture de l'encadrement** à une **culture de l'accompagnement des initiatives*** ».

10. Faire prospérer la communauté

Comment développer un **sentiment d'appartenance** à SU ? Selon Sertac Tas, ça se fait dès la seconde, par l'information des lycéen·ne·s. Encore.

Un projet de **cérémonie de remise des diplômes** est évoqué.

David Izidore met en garde contre la **remise en cause du FSDIE** (Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes) **par le plan étudiant**.

Il est proposé de permettre aux ancien·ne·s étudiant·e·s de conserver leur adresse mail, toujours dans l'optique de développer un sentiment d'appartenance.

Les **réseaux d'ancien·ne·s étudiant·e·s** sont évoqués, ainsi que la possibilité de s'inspirer, à ce titre, des écoles d'ingénieurs. L'idée de faire venir d'ancien·ne·s étudiant·e·s pendant les cours d'OIP est évoquée. Tamara rappelle que les asso peuvent aussi jouer ce rôle (*point CurieO atteint !*), et constituent naturellement des réseaux d'ancien·ne·s. La fac de médecine a su rester en contact avec ses ancien·ne·s.

La question des **bibliothèques**, et de leur rôle structurant dans la vie de l'université, est posée, mais « on a déjà parlé des bibliothèques lors de l'atelier de mardi » (« organisation et ressources »).

La question de la **communication interne**, primordiale pour faire vivre la communauté et créer un sentiment d'appartenance, est posée, mais reste sans réponse.

Sertac Tas propose de permettre aux étudiant·e·s de **ne pas voir leur campus uniquement comme le lieu de leurs cours**, mais de leurs permettre de travailler, voire de mener d'autres activités dans ces lieux ; à ce titre, il propose de laisser plus d'espaces aux étudiant·e·s, comme le CROUS (en dehors des horaires de déjeuner), ou **d'ouvrir des salles**.

11. Conclusion et bilan

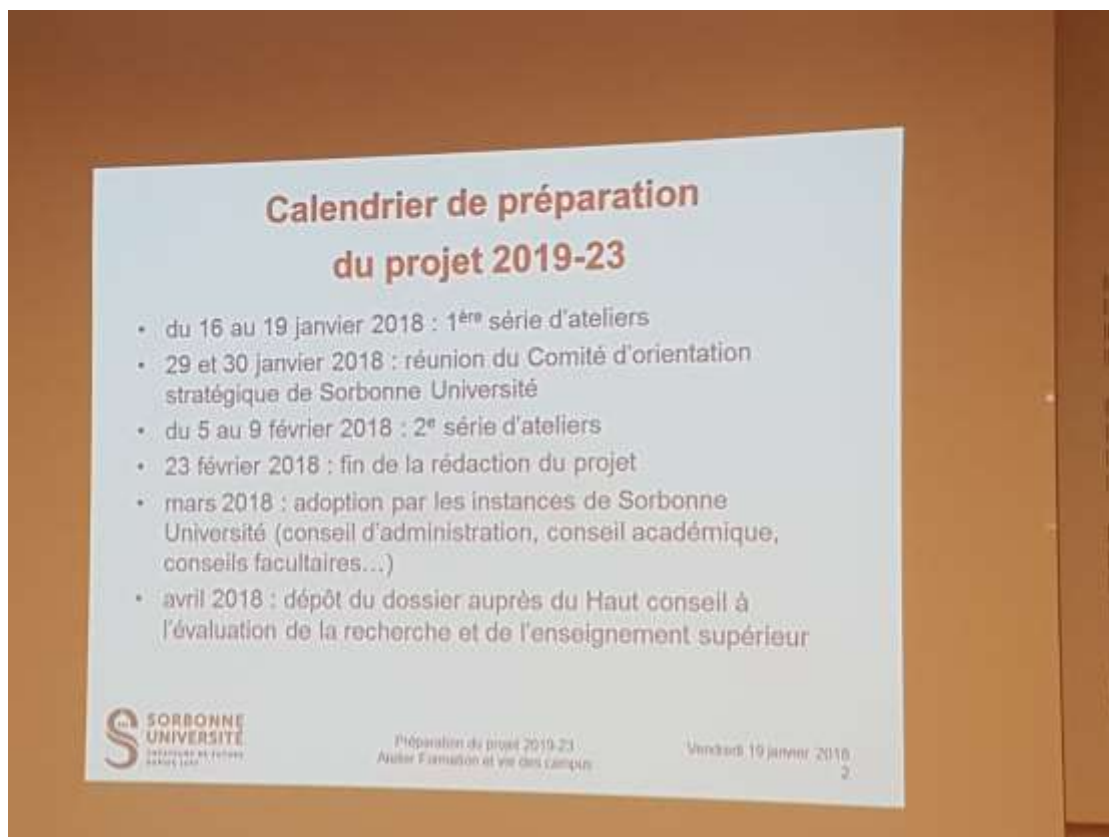
La séance s'est finie assez abruptement, mais bon. Personnellement, je n'ai pas pu aborder tous les points que j'aurais aimé (OIP, compensation, startup, IDEX), mais le climat ne s'y prêtait pas trop, et de toute façon la plupart des questions sont restées sans réponses. Si ça se trouve c'était le but et j'ai rien compris.

Je ne regrette pas du tout d'y être allé, on a appris quelques trucs et on a pu tenter de porter une certaine vision de la fac, même si on était ultra-minoritaires. Affaire à suivre tout de même.

Annexe



<ironie>Cette masse d'étudiant-e-s m'a fait chaud au cœur</ironie>



Calendrier, à noter éventuellement les prochains ateliers et les votes en conseils